

URBAN CHRISTEN-MÉNDEZ



« The coming years will be about building bridges, strengthening education, and ensuring that denturists are recognized as essential and independent healthcare professionals worldwide » **P. 5**

EXÉCUTION DU BUDGET 2026



**COMPRENDRE LES INNOVATIONS
FISCALES**

-P6

INSÉCURITÉ CROISSANTE



**BOKO HARAM
RAVIVE LA PSYCHOSE**

-P3

ABBÉ SERGE FRIDOLIN NKOLO



**MISSION
ACCOMPLIE**

-P9

Entre défis structurels et initiatives émergentes

Le Cameroun, avec une population jeune dynamique, fait face à des défis majeurs en matière d'insertion professionnelle. Malgré les efforts déployés, le chômage des jeunes demeure préoccupant, exacerbant les inégalités sociales et économiques.



Selon la troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisée en 2022 par l'Institut national de la Statistique (INS), le Cameroun compte environ 600 000 chômeurs, soit 3,3 % de la population en âge de travailler. Cependant, ce chiffre masque une réalité plus complexe : le taux de chômage des jeunes diplômés est cinq fois plus élevé que celui des non-scolarisés. Cette situation paradoxale s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'inadéquation entre la formation académique et les besoins du marché du travail.

Causes profondes de l'inadéquation formation-emploi

Le système éducatif camerounais est souvent pointé du doigt pour son manque d'adaptabilité. Les programmes scolaires sont jugés théoriques et déconnectés des réalités économiques. De nombreux jeunes se retrouvent ainsi diplômés mais sans compétences pratiques recherchées par les employeurs. Par ailleurs, l'orientation professionnelle est souvent influencée par des choix parentaux ou sociétaux, sans réelle prise en compte des aspirations individuelles ou des opportunités du marché.

Poids du secteur informel

Le secteur informel domine l'économie camerounaise, représentant environ 90 % des emplois. Si ce secteur offre des opportunités d'emploi, il est caractérisé par des conditions de travail précaires, une absence de protection sociale et des revenus instables. De nombreux jeunes, faute d'alternatives, s'y engagent, compromettant ainsi leur stabilité professionnelle et financière à long terme.

Initiatives gouvernementales...

Face à ces défis, le gouvernement camerounais a mis en place plusieurs programmes pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes tels que le Plan Triennal Spécial-Jeunes (PTSJ). Lancé en 2016, il vise à former les jeunes dans divers domaines et à financer des projets novateurs portés par eux. Le Programme de Formation aux Métiers de l'Artisanat qui offre des formations aux jeunes sans emploi dans des métiers artisanaux, facilitant leur insertion professionnelle. Quant au Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI), il vise à structurer le secteur informel en offrant des formations en gestion et un accès au financement. Le Programme d'Appui à la Formation Professionnelle (PAFP), soutient les initiatives de formation dans divers domaines techniques et industriels. Les Partenariats Public-Privé pour l'Emploi grâce auxquels le gouvernement collabore avec des entreprises privées pour créer des opportunités d'emploi à travers divers projets. Les subventions pour les jeunes entrepreneurs. En collaboration avec des institutions internationales, le gouvernement octroie des subventions et des prêts à taux réduits aux jeunes porteurs de projets. Le Programme National de Volontariat, qui offre aux jeunes diplômés l'opportunité d'acquérir une expérience pratique en tant que volontaires dans divers domaines.

Ces initiatives, bien que louables, rencontrent des défis dans leur mise en œuvre, notamment en termes de financement et de coordination.

Entrepreneuriat : une alternative prometteuse

Face au manque d'emplois formels, l'entrepreneuriat

apparaît comme une solution alternative pour de nombreux jeunes. Des initiatives telles que l'association «Un diplômé un champ» encouragent les jeunes diplômés à s'engager dans l'agriculture, exploitant ainsi les richesses agraires du pays. Cependant, ces jeunes entrepreneurs rencontrent des difficultés, notamment en matière de financement et d'accompagnement technique.

Rôle des collectivités territoriales décentralisées (CTD)

Les CTD peuvent jouer un rôle crucial dans la lutte contre le chômage des jeunes. En créant des Maisons de l'Emploi (MDE), elles peuvent coordonner les efforts des différents acteurs locaux pour développer des stratégies territoriales partagées, anticiper les mutations économiques et contribuer au développement de l'emploi local. Ainsi, pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes au Cameroun, plusieurs actions sont nécessaires entre autre, réformer le système éducatif, ce qui implique d'adapter les programmes scolaires aux besoins du marché du travail et renforcer l'orientation professionnelle. Il est également impératif de renforcer les formations professionnelles et par ailleurs développer des formations pratiques en collaboration avec les entreprises pour assurer une meilleure employabilité des jeunes. Il faudra également soutenir l'entrepreneuriat, soit faciliter l'accès au financement et offrir un accompagnement technique aux jeunes entrepreneurs. Et aussi, valoriser le secteur informel c'est à dire mettre en place des politiques pour structurer le secteur informel et améliorer les conditions de travail.

antidote
L'INFORMATION À LA CARTE

Directeur de publication : **Yannick Noah Mbarga**
Directeur de la Rédaction : **Russel Ngalle**
Responsable marketing & communication : **Naily Nouféli**
Rédacteur en chef : **André Manga**
Conseil éditorial : **Xavier Messe, Rachel Majolie, Pierre Célestin Atangana, Philippe Bitang**
Conseil juridique : **Severin Ewolo, Naily Nouféli**
Design et Mise en page : **Russel Ngalle**
Coordination de la rédaction : **Jean Nlep**
Illustrations : **Gunter Moss et Association des bédéistes du Cameroun (ABC)**

Correspondants
Nyong et So'o : **Willy Okala**
Littoral : **Prince Nono**
Septentrion : **Dim Fangounda**
Sud : **Ali Bengono**
Ouest : **Josiane Tankoua**
Europe : **Francine Ella**
Amérique : **Yves Toukam**
Afrique : **Maxime Murielle Essono**

Rédaction centrale :

Natacha Biloa
Josiane Tankoua
Ali Bengono
Dim Fangounda
Prince Nono
Willy Okala
Frédérique Bymai
Naily Nouféli
Yannick Noah Mbarga
André Manga
Maxime Murielle Essono
Yves Toukam
Francine Ella

Boko Haram ravive la psychose dans le Nord-Cameroun

L'ombre de Boko Haram plane à nouveau sur le Nord-Cameroun, ravivant la peur parmi les populations déjà éprouvées par des années de violences. Après une période de relative accalmie, des incursions, attaques et actes de banditisme signés du groupe djihadiste nigérian ont repris avec une intensité inquiétante dans les départements frontaliers de l'Extrême-Nord. Depuis plusieurs mois, des zones naguère considérées comme apaisées enregistrent des attaques meurtrières, des enlèvements et des destructions, plongeant les communautés dans une psychose durable.



En octobre dernier, l'assaut mené par Boko Haram sur la ville de Kirawa, dans l'État de Borno au Nigeria, a entraîné l'exode de milliers de civils vers le Cameroun, certains franchissant la frontière pour chercher refuge dans les localités de l'Extrême-Nord. Plus de 5 000 personnes ont fui les combats et les destructions, provoquant une pression humanitaire accrue sur les villages d'accueil.

Les attaques ne se limitent plus aux zones rurales reculées. Les violences touchent désormais des axes de circulation, des marchés et des établissements scolaires. Des enlèvements contre rançon, ciblant des femmes, des enfants et des usagers des transports interurbains, sont devenus fréquents. Cette escalade tactique contribue à installer une atmosphère de peur qui affecte les déplacements, les activités économiques et la vie sociale

dans toute la région.

Les conséquences sont lourdes. L'insécurité persistante a exacerbé le déplacement interne : des dizaines de milliers de Camerounais sont contraints d'abandonner leurs terres, leurs cultures et leurs moyens de subsistance pour se réfugier dans des camps ou chez des proches. Cette crise humanitaire s'ajoute à une insécurité alimentaire déjà critique pour de nombreuses familles, réduisant encore l'accès à l'éducation et aux services de santé.

Du côté des autorités locales, la psychose est palpable. Des habitants interrogés évoquent des nuits blanches, des gardes improvisées dans les quartiers et une méfiance généralisée envers les inconnus. Les échanges commerciaux transfrontaliers, essentiels pour l'économie de l'Extrême-Nord, ont aussi été perturbés par la peur des attaques, affectant les revenus des commerçants et des agriculteurs.

Alors que la menace de Boko Haram se réinvente, mêlée parfois aux activités d'autres groupes armés de la région, la population camerounaise vit suspendue à l'évolution de la situation sécuritaire. L'urgence d'une réponse coordonnée est plus que jamais ressentie, tant pour restaurer la sécurité que pour panser les blessures sociales et économiques laissées par des années de violence.

Par Estelle Margueritte

LUTTE CONTRE BOKO HARAM

Quelles réponses des pouvoirs publics

Face à la récente résurgence des attaques de Boko Haram dans le Nord-Cameroun, les pouvoirs publics multiplient les initiatives pour endiguer la menace et restaurer la sécurité.

Depuis plusieurs mois, l'État, avec l'appui de ses partenaires régionaux et internationaux, a renforcé l'arsenal sécuritaire et humanitaire pour répondre à la crise.

Au cœur de la stratégie, l'effort militaire reste central. L'armée camerounaise, en coordination avec la Force multinationale conjointe (MNJTF) composée de forces du Cameroun, du Nigeria, du Niger et du Tchad, a intensifié les patrouilles le long de la frontière et contre les bastions djihadistes. Des opérations de saisie d'armes et de matériel destinés à Boko Haram ont été rapportées, notamment dans la région de Maroua, visant à entraver les capacités de réarmement des groupes terroristes.

Parallèlement, l'État a renforcé les dispositifs de renseignement et de surveillance, en améliorant le partage d'informations entre les services de sécurité et les forces partenaires. L'objectif est d'anticiper les mouvements des combattants et de réduire les risques d'embuscades ou d'attaques-surprises contre les civils et les positions militaires. Cette coopération transfrontalière est jugée essentielle pour répondre à un ennemi qui exploite les zones frontalières poreuses du bassin du Lac Tchad.

Sur le plan social, le gouvernement a également lancé des initiatives d'assistance aux populations affectées. Des programmes d'aide humanitaire ciblent les familles déplacées internes et les réfugiés, avec le soutien d'organisations internationales. Ces actions visent à atténuer la souffrance des communautés tout en favorisant un retour progressif à la vie civile, avec des projets de relèvement économique et de réintégration sociale.

L'un des volets moins visibles, mais crucial, concerne la lutte contre l'extrémisme violent par des actions de



prévention. Les autorités, en concertation avec des leaders communautaires et religieux, encouragent des campagnes de sensibilisation destinées à dissuader les jeunes de rejoindre les rangs des groupes armés. Des efforts sont également faits pour renforcer la cohésion sociale dans les zones affectées par les violences.

Cependant, malgré ces mesures, des défis persistants subsistent. L'insuffisance des moyens, la difficulté d'accès à certaines zones reculées et la résilience des groupes armés compliquent l'action des forces de l'ordre. De plus, la coordination avec les populations locales exige un

travail continu pour restaurer la confiance et encourager une collaboration durable.

Pour les décideurs, l'équilibre entre sécurité et respect des droits humains reste également un enjeu majeur. Tandis que les opérations militaires se poursuivent, il est attendu que les réponses humanitaires et sociales soient renforcées, afin que le Nord-Cameroun puisse surmonter non seulement la violence immédiate, mais aussi les fractures qu'elle a ouvertes dans le tissu social.

L'heure de vérité

À quelques semaines des élections législatives et municipales, le paysage politique camerounais est en pleine effervescence. Alors que les partis politiques ajustent leurs stratégies, la campagne électorale s'annonce intense, marquée par une volonté affichée de convaincre des électeurs souvent sceptiques.

Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir depuis des décennies, multiplie les meetings et les actions de terrain pour conserver son influence dans les circonscriptions nationales et locales. Parallèlement, plusieurs partis d'opposition tels que le Peuple Uni pour la Rénovation Sociale (PURS) ou l'Union Républicaine (UR) affûtent leurs arguments pour séduire les électeurs : réforme de l'administration, promotion de l'emploi des jeunes et réponse aux attentes sociales figurent parmi leurs priorités.

À l'approche des échéances électorales, certains partis ont déjà commencé à tirer les enseignements des scrutins précédents. Ainsi le parti Jouvence a annoncé une réorientation de ses actions après ses tentatives infructueuses de mobilisation lors de la présidentielle de 2025, avec pour objectif de renforcer sa présence dans les communes et les circonscriptions législatives. Son guide, Valère Bessala, a publiquement encouragé les militants à intensifier les campagnes d'information et de sensibilisation pour contrer l'abstention et renforcer l'implantation locale.

Cependant, la campagne se déroule dans un contexte électoral complexe. Certains partis, comme le Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC), ont décidé de ne pas participer aux scrutins, dénonçant ce qu'ils estiment être un manque d'équité dans le système électoral camerounais. Cette position, relayée par leurs responsables en exil, traduit une méfiance accrue envers



les institutions et les structures de supervision des élections. Malgré ces difficultés, les partis politiques multiplient les prises de parole et les tournées locales. Les axes prioritaires sont clairs : convaincre une population jeune souvent désengagée, gagner du terrain dans les collectivités locales où s'exercent concrètement les décisions du quotidien, et construire des alliances parfois audacieuses dans certaines régions. Dans l'ensemble du pays, la stratégie consiste à intensifier la présence sur le terrain, organiser des rencontres avec les électeurs et créer une dynamique

qui dépasse les simples discours politiques. Ces préparatifs s'inscrivent dans un climat où la confiance des citoyens est encore fragile. La révision des listes électorales et les actions de sensibilisation menées par l'organe électoral ELECAM visent à renforcer la participation, surtout celle des jeunes et des femmes, mais la mobilisation reste un défi majeur. Ce contexte met en lumière l'importance d'une campagne qui doit allier stratégie politique classique et engagement citoyen renouvelé.

FINANCEMENT DES PARTIS ET DÉFIS LOGISTIQUES

Une campagne sous contraintes

Alors que les élections législatives et municipales approchent au Cameroun, les partis politiques se heurtent à un obstacle majeur : le manque de moyens financiers et logistiques pour mener des campagnes efficaces. Cette réalité, souvent évoquée dans les rangs de l'opposition comme dans certaines formations de la majorité, risque de peser lourd sur la portée et l'impact des campagnes électorales.

Dans un contexte où les coûts liés à l'organisation d'une campagne sont élevés, plusieurs partis dénoncent leur incapacité à déployer des ressources suffisantes sur tout le territoire national. Cela inclut des dépenses pour la production de matériel de communication, la logistique de déplacement des équipes de campagne, ainsi que le financement des actions de sensibilisation auprès des électeurs. Selon plusieurs acteurs politiques rencontrés lors des discussions autour de la présidentielle de 2025, le manque de fonds est l'un des principaux freins à la constitution de coalitions solides entre partis d'opposition : aucun d'eux ne dispose des ressources nécessaires pour couvrir l'ensemble du pays et assurer un financement équitable des agents et matériels de campagne.

Cette insuffisance de financement est aggravée par la faible transparence autour du budget alloué aux élections par l'État. Le corps électoral national, ELECAM, a tenu une session budgétaire pour préparer les scrutins à venir, mais les montants précis restent non divulgués, alimentant les spéculations sur les coûts réels et l'ampleur des ressources publiques mobilisées. Cette opacité alimente les critiques de certaines formations politiques qui réclament une meilleure visibilité sur les dépenses électorales et leur répartition. Pour les partis d'opposition, le défi est double : non



seulement ils doivent mobiliser des fonds privés et collectifs, mais ils doivent aussi faire face à des contraintes institutionnelles qui limitent souvent leur accès aux médias et aux espaces publics. L'absence d'une base financière solide limite leur capacité à attirer l'attention des électeurs, notamment dans les zones rurales ou éloignées où la logistique est plus coûteuse. Certains leaders politiques reconnaissent que ces contraintes créent un déséquilibre structurel entre les formations les mieux dotées et celles qui peinent à financer leurs opérations de campagne. Cette situation financière tendue se répercute également sur l'organisation interne des partis. Les frais liés à l'entretien des bureaux locaux, aux réunions de coordination ou à

la formation des agents électoraux, pèsent lourd dans les budgets réduits de nombreuses formations. Dans ce contexte, certains partis tentent d'innover en se reposant davantage sur les plateformes numériques et les réseaux sociaux pour toucher les électeurs, mais ces stratégies demandent également des ressources humaines et techniques souvent insuffisantes.

En conséquence, les défis financiers ne sont pas seulement une barrière matérielle, mais un facteur qui influence profondément le jeu politique camerounais, en creusant les écarts entre partis mieux établis et acteurs émergents, et en conditionnant l'intensité et la portée des campagnes électorales à venir

The Future of Denturology - Challenges, Innovations and Global Perspectives



1. BACKGROUND AND VISION

Can you briefly describe your background in the field of denturology?

I have been active for many years in the field of denturism, both from a professional and an organizational perspective. My work has focused strongly on representation, international cooperation, education, and the recognition of denturists as essential, independent oral-healthcare professionals. As President of the International Federation of Denturists, my role is not clinical, but strategic: bringing countries together, supporting emerging professions, and helping build sustainable structures for denturism worldwide.

What are the main missions of the International Federation of Denturists?

The IFD's mission is to represent, support, and advance the profession of denturism globally.

We work to:

- Promote access to oral healthcare
 - Support education and professional standards
 - Assist countries where denturism is developing or not yet regulated
 - Encourage cooperation between national associations
- Ultimately, our goal is to improve patient care and professional recognition worldwide.

2. STATE OF DENTUROLOGY

What is the current level of recognition of denturology around the world?

Recognition varies greatly. In countries such as Finland, Ireland, Canada, the Netherlands, Switzerland, Australia and parts of US, denturism is well-established and legally regulated. In other regions, especially in parts of Africa and Asia, denturism exists in practice but lacks formal recognition. This creates challenges, but also great opportunities for development.

What are the main difficulties faced by denturists today?

The main challenges include:

- Lack of legal recognition
- Limited access to formal education
- Confusion between denturists and other dental professions

- Unequal access to modern technology

Despite these challenges, denturists continue to play a vital role in restoring dignity, function, and confidence for millions of patients.

3. CHALLENGES AND PROSPECTS

How do you see the profession evolving in the coming years?

The future of denturism is positive. Demand for removable prosthetics is increasing due to aging populations and economic realities. We will see stronger professional identities, better education pathways, and increased cooperation with other healthcare providers.

What role will digital technologies play?

Digital technologies such as 3D scanning, CAD/CAM design, and 3D printing and milling are transforming the profession.

These tools improve accuracy, efficiency, and patient comfort.

However, technology should support professional expertise—not replace it.

Proper training remains essential.

4. ACTIONS TAKEN BY THE FEDERATION

What are the flagship projects currently underway?

Some key initiatives include:

- Development of an international examination and competency framework
- Expansion of our Education Committee
- Support for new national associations
- Preparation of International Denturism Day to raise global awareness
- Strengthening partnerships with educational institutions and industry

How does the Federation support training and young professionals?

We support young professionals by:

- Encouraging standardized education pathways
- Facilitating international knowledge exchange
- Connecting students and young denturists with experienced mentors

Education is the foundation of a strong profession.

5. COMMITMENT AND STRUCTURAL PROJECTS

What structural projects or events are you currently involved in?

We are actively involved in:

- International congresses and annual meetings
- Educational collaborations
- Advisory support for emerging associations
- Global awareness initiatives

These projects help build long-term professional stability.

How does the Federation support harmonisation of standards across countries?

We do not impose one model, but we promote common principles: ethics, competence, patient safety, and professionalism.

Each country must adapt standards to its legal and cultural context, with guidance and support from the IFD.

6. FOCUS ON AFRICA

What is your view on the development of denturism in Africa, particularly Central Africa?

Africa has enormous potential. In many regions, denturists already provide essential care where access to dentists is limited.

Central Africa, including Cameroon, is at a crucial moment. With the right structure, education, and regulation, denturism can significantly improve oral healthcare access.

Does the Federation envisage specific support for countries where denturism is not yet regulated?

Yes, absolutely. The IFD actively supports countries by:

- Advising on professional organization
- Sharing international best practices
- Supporting dialogue with health authorities

Our role is supportive and respectful of national sovereignty.

7. INTERNATIONAL COOPERATION

What collaborations exist with African or French-speaking institutions?

We collaborate with French-speaking partners in Europe, Africa, and Canada.

Language should not be a barrier to professional development, but English is the official language of IFD.

What message do you have for countries where denturism is still underdeveloped?

My message is simple: You are not alone.

Denturism can develop safely, ethically, and professionally with the right structure and support. The IFD is ready to accompany that journey.

8. CONCLUSION

A word to young people who wish to pursue this career?

Denturism is a profession of care, craftsmanship, and human connection.

If you are passionate about helping people regain confidence and quality of life, this profession offers deep personal and professional fulfilment.

Your outlook for the coming years as President?

I am optimistic.

The coming years will be about building bridges, strengthening education, and ensuring that denturists are recognized as essential and independent healthcare professionals worldwide. Together, we can shape a future where oral health is accessible to all.

Bilan contrasté de la première décennie

Le Cameroun bénéficie d'un accès préférentiel au marché européen et de démantèlement tarifaire progressif, mais fait face à des pertes fiscales significatives (plusieurs dizaines de milliards de FCFA), tandis que les impacts sur le secteur privé local et les recettes douanières sont jugés peu probants, malgré des objectifs de développement durable et de soutien à l'industrie locale.

- Points Positifs (Potentiels)
- Accès au marché UE : Les produits camerounais ont un accès sans droits de douane ni quotas au marché européen, même si les exportateurs doivent respecter des normes strictes (sanitaires, phytosanitaires).
 - Démantèlement tarifaire : Le Cameroun a bénéficié de 15 ans pour supprimer 80 % de ses droits de douane sur les produits européens (jusqu'en 2029), avec des réductions progressives, notamment pour les biens d'équipement et certains véhicules.
 - Signal politique : L'accord est censé attirer des investissements et moderniser le cadre réglementaire.
 - Soutien au secteur privé : L'accord prévoit des programmes de soutien dans des secteurs clés (agroalimentaire, énergie, TIC).
- Défis et Impacts Négatifs
- Pertes Fiscales Importantes : Le pays a enregistré des pertes fiscales cumulées de plusieurs dizaines de milliards de FCFA dues à la réduction des droits de douane sur les importations européennes.
 - Faible Impact Statistique : Malgré les baisses tarifaires, les statistiques montrent que les avantages



pour le secteur productif camerounais ne sont pas aussi significatifs qu'espéré.

- Concurrence accrue : Les importations européennes pourraient fragiliser la production agricole et industrielle locale si la protection n'est pas suffisante.
- Application Asymétrique : L'asymétrie de l'accord, où l'UE ouvre progressivement son marché, pose des questions sur la réciprocité des bénéfices.

En résumé, dix ans après, l'APE est une réalité complexe : il offre des opportunités d'intégration au marché européen tout en pesant sur les finances publiques et en nécessitant des efforts d'adaptation considérables pour que les entreprises locales en tirent pleinement parti.

Par Yannick Noah Mbarga

EXÉCUTION DU BUDGET 2026

L'innovation fiscale au cœur de la relance économique

C'est dans l'effervescence politique et économique de Ngaoundéré que le ministre des Finances, Louis-Paul Motazé, a procédé au lancement officiel de l'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2026. Mardi 13 janvier 2026, devant une assemblée regroupant autorités administratives, traditionnelles, religieuses et opérateurs économiques, il a dévoilé une enveloppe ambitieuse de 8 816,4 milliards de FCFA, soit une hausse de près de 14 % par rapport à l'année précédente ; un signal fort de l'engagement de l'État à soutenir une croissance plus inclusive malgré un contexte mondial incertain.

Au-delà des chiffres, ce budget se distingue par une série d'innovations fiscales, conçues pour relancer l'économie, renforcer la transparence et adapter la fiscalité aux défis structurels du pays. Ces mesures fiscales innovantes traduisent une vision renouvelée du pilotage des finances publiques, avec un accent particulier sur l'efficacité de la dépense et la stimulation du secteur privé.

Des allègements ciblés pour dynamiser les secteurs clés
Parmi les annonces phares faites à Ngaoundéré, le ministre Motazé a détaillé un ensemble d'exonérations fiscales destinées à revigorer l'agropastoral et les activités connexes, essentielles pour l'économie de l'Adamaoua et du pays. Ainsi, l'achat d'intrants agricoles, d'équipements et de matériels est désormais exempté de TVA, ce qui permet aux acteurs de la filière de réduire leurs coûts de production d'environ 30 %. L'objectif affiché est double : stimuler les investissements ruraux et renforcer la sécurité alimentaire nationale.
En outre, des exemptions sur les cotisations sociales patronales pour les travailleurs saisonniers viennent alléger la charge des employeurs agricoles durant les périodes de pointe. Ces mesures fiscales ciblées ont été saluées par plusieurs acteurs économiques présents lors de la cérémonie, qui y voient un effet d'entraînement sur la création d'emplois et l'augmentation de la productivité locale.



Modernisation de la collecte et lutte contre la fraude fiscale
Autre avancée notable du budget 2026 : l'introduction progressive d'un système de taxation en temps réel. Cette réforme technologique impose l'enregistrement électronique immédiat des transactions imposables, relié directement aux services fiscaux, afin de réduire l'évasion fiscale et d'accroître la transparence des recettes publiques. Selon les projections officielles, cette mesure devrait permettre de rassembler plusieurs milliards de FCFA supplémentaires de recettes par an, actuellement perdues du fait du manque d'efficacité des méthodes de collecte traditionnelles.
Cette orientation vers une fiscalité digitalisée s'inscrit dans une démarche plus large de modernisation de l'administration publique, en phase avec les meilleures pratiques internationales. Elle est perçue comme un outil central pour consolider les revenus non pétroliers du pays, tout en renforçant la confiance des contribuables par une meilleure traçabilité des flux.

Vers une fiscalité plus équitable et plus sociale
Le budget 2026 ne se contente pas de soutenir des secteurs productifs : il intègre également une dimension sociale affirmée. En plus de l'augmentation des dotations aux programmes sociaux, plusieurs dispositions fiscales visent à protéger les plus vulnérables. Par exemple, des exonérations ciblées sur certaines tranches de revenus et des mesures d'allègement pour les petites entreprises ont été introduites pour encourager l'entrepreneuriat et atténuer les effets potentiels de la pression fiscale progressive.
Par ailleurs, la réforme de la fiscalité locale, déjà en discussion dans le pays, devrait entrer plus pleinement en vigueur cette année. Cette loi implique notamment la création de nouveaux impôts, comme l'Impôt Général Synthétique (IGS), destiné à remplacer des régimes fiscaux antérieurs jugés moins efficaces. L'idée est de renforcer l'autonomie financière des collectivités territoriales tout en rationalisant les recettes fiscales globales.

Une mise en œuvre qui repose sur l'appropriation des acteurs
Si ces innovations fiscales ont été saluées pour leur ambition, les autorités reconnaissent qu'elles nécessitent une application rigoureuse et une appropriation par tous les acteurs concernés. Le ministre des Finances a insisté sur la nécessité d'une coopération étroite entre l'État, les entreprises et les contribuables pour assurer la réussite de l'exercice budgétaire 2026. Selon lui, c'est cette discipline collective qui permettra de concrétiser les objectifs inscrits dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).
En somme, le lancement du budget à Ngaoundéré marque plus qu'un simple rituel administratif : il pose les jalons d'une fiscalité plus moderne, plus transparente et mieux adaptée aux besoins du développement économique et social du Cameroun. Dans un contexte économique mondial complexe, l'exécution du budget 2026 sera un véritable test de capacité pour l'administration publique à transformer ces innovations fiscales en résultats tangibles pour les citoyens.

Elle disparaît avec l'argent de sa dot

Suzanne dérobe quatre millions deux cent mille, prévus pour sa dot et le mariage civil et tente sa chance pour le Maroc.



Depuis deux semaines, M. Alima et son épouse sont régulièrement convoqués dans une brigade de gendarmerie de la ville de Yaoundé. Malgré leur âge déjà avancé, ils sont contraints d'y aller chaque jour. C'est en effet pour répondre des accusations d'abus de confiance et bien d'autres chefs d'accusations, portées par sieurs Atsina Joseph, qui est le fiancé de leur fille. En effet, la famille de Joseph Atsina aurait versé quatre millions deux cent mille, correspondant aux frais exigés pour la dote de Suzanne et le mariage civil de Suzanne et le mariage civil par la suite. Quelques semaines après le dépôt de cet argent et à seulement un mois et demi de l'événement, l'enveloppe disparaît sans traces et chose curieuse, même la fiancée est portée disparue. Après plusieurs jours, les recherches portées sur l'argent et la jeune fille n'ont pas porté de fruits.
La famille Alima informe leurs hôtes que la fille et l'argent sont portés disparus. Plongé dans une colère noire, Atsina Joseph, le fiancé, donne un délai à sa belle famille pour lui remettre son argent. Étant une

famille modeste à revenus très limités, la famille Alima n'a pu réunir que trois cent vingt et sept mille FCFA. Ce qui a poussé sieur Atsina Joseph à porter l'affaire auprès des instances appropriées.
Pour rappel, après avoir reçu la liste au soir de la cérémonie de « Demande de la main », Atsina Joseph l'a évalué avec sa famille pour rapidement accélérer les procédures et enfin épouser sa bien aimée. Suzanne Alima, hantée par le désir de quitter le pays depuis plus d'une décennie a trouvé une occasion de créer son capital de voyage. Elle va donc convaincre sa famille d'exiger à leur belle famille de leur remettre l'argent en liquide pour s'assurer de la qualité des articles et mieux organiser les cérémonies. Il va donc leur être remis contre un reçu et devant témoins une enveloppe de quatre millions deux cent mille, correspondant aux frais exigés pour la dote de Suzanne et le mariage civil. Grâce à ses talents de renifleur, Suzanne a retrouvé cette enveloppe et s'est empressée de s'engager avec un réseau de voyage qu'elle avait pris le soin de contacter à l'avance. Sa disparition n'a inquiété

personne d'autant plus qu'elle avait déjà le droit de séjour chez son fiancé. Après moult rencontres avec la famille pour l'organisation des cérémonies, le moment de répartir l'argent, pour responsabiliser les membres de chaque commission pour des achats. Et c'est à ce moment que M. Alima réalise que l'enveloppe avait disparu et que alors qu'il essaie de joindre sa fille, aucune réponse. Son futur conjoint lui rassure alors qu'il ne l'a pas vu depuis quelques jours. C'est en fouillant dans ses affaires qu'on retrouve des éléments qui confirme qu'elle préparait cette échappée.
Joseph Atsina, le fiancé déchu n'a souhaité rien entre à part le bruit de son argent. C'est d'ailleurs dans cet embarras presque total de la famille Alima qu'elle reçoit un coup de fil d'un numéro étranger. La personne au bout du fil ne se présente pas et leur dit que Suzanne est en cellule et que si elle ne régularise pas sa situation ce sera la prison et à la fin de son séjour carcéral, elle sera rapatriée. Par la suite, la personne passe le téléphone à Suzanne qui confirme les faits en pleurant.

Le réseau social qui capte le plus le temps des internautes

Dans un paysage numérique où l'attention est devenue une ressource précieuse, TikTok s'est imposé comme l'un des réseaux sociaux les plus consommés au monde, et son influence est palpable même au Cameroun.



Alors que les Camerouniens passent de plus en plus de temps connectés, l'usage des plateformes sociales ne cesse d'évoluer, et TikTok, grâce à ses formats vidéo courts et son algorithme puissant, retient de plus en plus l'attention des internautes.

Au niveau mondial, les utilisateurs de TikTok passent en moyenne près de 96 minutes par jour sur l'application, soit presque 1 h 36 min chaque jour consacrée exclusivement à cette plateforme – un chiffre qui dépasse largement les temps moyens enregistrés sur d'autres réseaux sociaux traditionnels comme Facebook ou Instagram. Cette durée quotidienne élevée montre à quel point l'algorithme de TikTok est capable de générer de l'engagement, en proposant sans cesse de nouvelles vidéos adaptées aux goûts et aux comportements de chaque utilisateur.

Même si des données précises sur le temps moyen passé par les internautes camerounais sur TikTok ne sont pas disponibles dans une étude formelle récente, plusieurs indicateurs suggèrent que la plateforme y a pénétré significativement le quotidien des jeunes internautes. D'une part, des données locales et africaines mettent en avant l'usage intensif des réseaux sociaux : TikTok est régulièrement citée comme l'une des plateformes les plus utilisées sur Android, avec un temps moyen mensuel par utilisateur qui dépasse celui de nombreuses autres applis sociales. D'autre part, TikTok figure de plus en plus souvent parmi les plateformes préférées des jeunes africains, notamment dans les grandes villes où l'accès à Internet mobile est plus répandu.

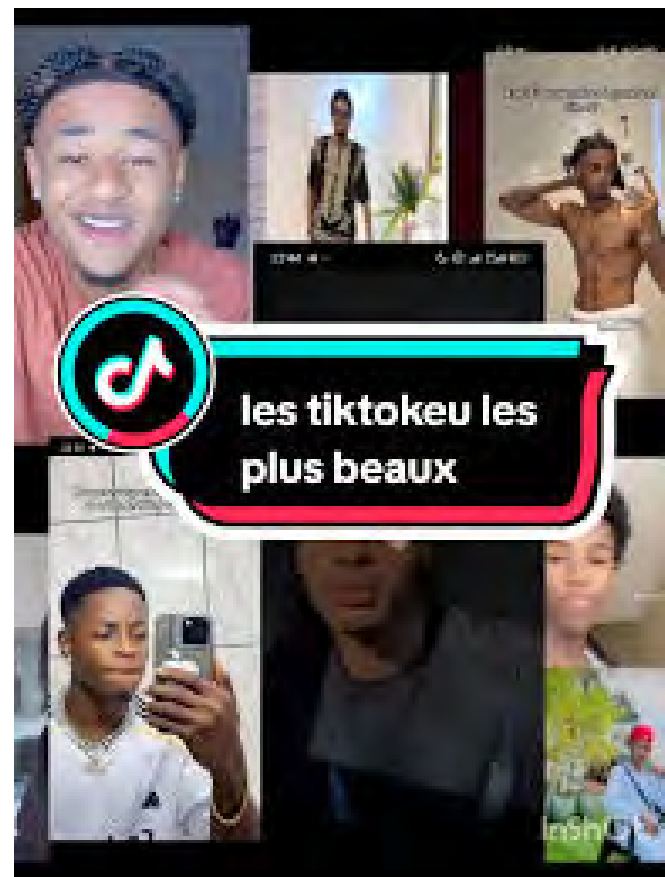
Une audience jeune et très engagée

L'un des traits marquants de TikTok est sa forte attractivité auprès des jeunes générations. L'analyse de profils d'utilisateurs camerounais montre que les 18–24 ans représentent environ 38,4 % des utilisateurs locaux, tandis que les 25–34 ans constituent plus de 60 % de l'audience camerounaise analysée par Start.io – ce qui indique une prédominance des jeunes adultes sur la plateforme. Cette concentration dans les tranches d'âge les plus actives numériquement fait de TikTok un terrain privilégié pour les contenus viraux, les défis et les tendances culturelles qui se propagent très rapidement.

Dans de nombreux pays, les jeunes utilisateurs passent une part considérable de leur temps en ligne précisément sur

TikTok. Par exemple, des études menées ailleurs ont montré que les adolescents et jeunes adultes peuvent passer plus de 1 h 30 par jour sur TikTok, avec une part importante de leur temps numérique totale consacrée à cette application. Bien que ces chiffres ne proviennent pas directement d'une étude camerounaise, ils reflètent des habitudes d'usage observées dans des contextes comparables, notamment dans des pays africains où l'accès aux données mobiles s'est démocratisé.

Cette forte implication des jeunes est également confirmée par des données globales : dans plusieurs pays, les utilisateurs de TikTok sont majoritairement issus des tranches d'âge 16–24 ans et 25–34 ans, constituant ensemble une très large majorité de la base d'utilisateurs. Cela correspond à une réalité bien connue des spécialistes du numérique : les



jeunes générations, souvent surnommées « digital natives », adoptent rapidement de nouveaux formats de contenu comme les vidéos courtes et apprécient particulièrement la personnalisation et la rapidité de consommation de TikTok.

Pourquoi TikTok capte autant d'attention

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi TikTok est devenu la plateforme sociale qui consomme le plus de temps chez les internautes, et ce, y compris au Cameroun :

1. Un algorithme très efficace – La technologie de recommandation de TikTok montre du contenu continuellement adapté aux préférences de chaque utilisateur, ce qui encourage des sessions prolongées et une navigation presque sans fin. Chaque vidéo incite souvent à regarder la suivante, créant une « boucle » d'engagement qui retient les utilisateurs plus longtemps que sur d'autres plateformes.

2. Le format vidéo court – TikTok s'est spécialisé dans les vidéos très courtes (généralement 15 à 60 secondes) qui se succèdent rapidement. Ce format est particulièrement addictif, car il permet de consommer beaucoup de contenu en peu de temps et donne souvent l'impression à l'utilisateur qu'il peut encore « juste regarder une autre ». Ce format a transformé l'attention numérique, surtout chez les personnes les plus jeunes.

3. Des contenus variés et viraux – Sur TikTok, les contenus couvrent une grande diversité de sujets – humour, danse, défis, tutoriels, actualités, conseils pratiques – qui répondent à une grande variété d'intérêts. Cette diversité permet à TikTok de capturer l'attention de différents segments d'utilisateurs, les incitant à rester plus longtemps connectés.

4. Une communauté locale active – Au Cameroun et ailleurs, en Afrique francophone, des créateurs locaux émergent régulièrement et trouvent un public engagé. Cela crée un sentiment d'appartenance et de participation communautaire qui stimule davantage l'usage, car les utilisateurs ont envie de voir et de partager des contenus qui reflètent leur réalité culturelle.

L'impact de ce temps passé

L'usage intensif de TikTok a des conséquences multiples sur les modes de vie numériques des Camerounais. D'une part, cela influence clairement les habitudes de consommation médiatique des jeunes, qui passent désormais plus de temps sur des contenus courts et interactifs plutôt que sur des formats traditionnels comme la télévision ou même des vidéos longues sur YouTube. Ce changement reflète une révolution plus large dans la façon dont les nouvelles générations consomment l'information et se divertissent. D'autre part, ce temps élevé passé sur TikTok peut aussi poser des défis en termes de gestion du temps quotidien, de productivité, et d'équilibre vie en ligne/offline. Lorsque l'on considère que TikTok peut occuper presque deux heures par jour de l'attention d'un individu – soit une part significative du temps disponible – il devient évident que cette plateforme redéfinit la manière dont l'attention est allouée dans les routines quotidiennes.

Vers une réflexion plus large

Le phénomène TikTok au Cameroun n'est pas isolé : il s'inscrit dans une dynamique mondiale où les plateformes sociales rivalisent pour capter le temps d'attention des utilisateurs. Cependant, la popularité particulière de TikTok, accentuée par un algorithme très puissant et une offre de contenus extrêmement variée, en fait une application qui dépasse souvent ses concurrents en termes de durée d'usage quotidienne par utilisateur.

Pour les jeunes Camerounais particulièrement, TikTok occupe désormais une place de choix dans le paysage numérique, influençant non seulement leurs loisirs, mais aussi leur manière d'apprendre, de s'informer, de communiquer et même de se représenter socialement. Comprendre cette influence et ces usages est essentiel pour aborder de manière critique les conséquences culturelles, éducatives et sociales du numérique à l'ère des réseaux sociaux.

Mission accomplie

L'Église catholique du Cameroun est en deuil. L'abbé Serge Fridolin Nkolo s'est éteint à Yaoundé des suites de maladie, laissant derrière lui le souvenir d'un prêtre humble, engagé et profondément attaché au service de Dieu et des hommes.

La disparition a suscité une vive émotion au sein de la communauté chrétienne, tant son ministère a marqué les fidèles par sa proximité, sa rigueur pastorale et son sens du sacrifice.

Ordonné prêtre avec la ferme conviction de consacrer sa vie à l'annonce de l'Évangile, l'abbé Serge Fridolin Nkolo s'est distingué tout au long de son parcours par une foi agissante et une disponibilité constante. Pasteur attentif, éducateur spirituel et homme de dialogue, il a exercé son sacerdoce avec une rare discrétion, préférant l'efficacité silencieuse à la recherche des honneurs. Pour beaucoup, il incarnait l'image même du serviteur de Dieu, proche des plus démunis et soucieux de l'unité au sein de l'Église.

Les obsèques du regretté prêtre se sont déroulées les 13 et 14 janvier à Mbalmayo, dans une atmosphère de recueillement et de profonde reconnaissance. Dès l'annonce de son décès, prêtres, religieux, fidèles laïcs, autorités traditionnelles et simples connaissances ont convergé vers la cité du Nyong-et-So'o pour lui rendre un dernier hommage. Les veillées de prière, marquées par des chants liturgiques et des témoignages émouvants, ont rappelé l'empreinte spirituelle laissée par l'abbé Nkolo dans les cœurs.

La messe de requiem, célébrée en présence d'un clergé nombreux, a été l'occasion de retracer le parcours d'un homme de foi dont la vie fut entièrement tournée vers le service pastoral. Dans son homélie, le célébrant a salué « un prêtre fidèle à sa mission, qui a su porter la croix de la maladie avec dignité et espérance, sans jamais se détourner de sa vocation ». Des paroles qui ont trouvé un écho particulier auprès des fidèles, visiblement émus, mais reconnaissants.



L'inhumation, empreinte de solennité, a consacré des adieux dignes du serviteur de Dieu qu'il a été. Les marques d'affection, les prières et la forte mobilisation observée à Mbalmayo témoignent de l'impact réel de son ministère. Au-delà de la douleur, c'est un sentiment d'accomplissement qui domine : l'abbé Serge Fridolin Nkolo a mené sa mission jusqu'au bout.

S'il quitte le monde des vivants, son héritage spirituel demeure. À travers les âmes qu'il a touchées et les valeurs qu'il a transmises, il laisse une trace indélébile dans l'histoire de l'Église locale. Pour ses proches comme pour les fidèles, une certitude s'impose : sa mission est accomplie.

Par Y N M

Frutana : L'Essence Premium de Nos Fruits

Tel: 671 03 84 76 facebook: Kuntz et Artisans
Email: kuntzartisan@gmail.com

Après l'élection présidentielle, entre stabilité institutionnelle fragile et crise humanitaire persistante

La République centrafricaine (RCA) traverse un moment charnière de son histoire politique et sociale. Alors que les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025 sont désormais connus, confirmant le maintien au pouvoir du président Faustin-Archange Touadéra pour un troisième mandat largement majoritaire, le pays fait simultanément face à d'importants défis sécuritaires et humanitaires qui fragilisent ses perspectives de paix durable.

Réélection de Faustin-Archange Touadéra : victoire incontestée, mais contestée

La Cour constitutionnelle centrafricaine a validé les résultats de l'élection présidentielle, confirmant que Faustin-Archange Touadéra a obtenu près de 78 % des voix, ce qui lui permet de rester à la tête de l'État pour un nouveau mandat. Cette décision intervient après que les résultats provisoires de décembre ont été publiés et que des appels en annulation ont été rejetés par l'instance judiciaire.

Touadéra, président depuis 2016, a mené campagne sur la promesse de continuer à renforcer la sécurité et à consolider la paix, un argument qui a trouvé un écho auprès d'une partie de l'électorat malgré un contexte de tension politique persistante. Cette réélection intervient dans un climat où l'opposition, bien que présente, a souvent dénoncé des irrégularités et des conditions défavorables à une compétition équitable.

Participation et défis démocratiques

Les élections générales de décembre 2025 – comprenant le scrutin présidentiel, les législatives et les locales – ont mobilisé une partie significative de l'électorat dans un contexte où plus de 2,3 millions de citoyens étaient inscrits pour voter. Selon l'Autorité nationale des élections, le processus a pu se tenir de manière ordonnée, y compris dans des zones éloignées, malgré les obstacles logistiques majeurs qui caractérisent souvent les scrutins dans ce pays marqué par des décennies de conflit.

Néanmoins, certains partis politiques et organisations de la société civile ont exprimé leur malaise concernant la transparence du processus, soulignant notamment des difficultés d'accès à l'information et une défiance envers certaines institutions électorales. De ce fait, la question du renforcement de la démocratie reste au cœur des débats politiques nationaux.



Une situation humanitaire alarmante dans l'est

La réélection de Touadéra et la consolidation institutionnelle s'inscrivent dans un contexte humanitaire préoccupant, particulièrement dans la région sud-est du pays, notamment autour de Zémio (préfecture du Haut-Mbomou). Les violences entre les forces gouvernementales et des groupes armés ont conduit à de nombreux déplacements de populations. D'après des informations récentes, des centaines de civils ont été contraints de fuir leurs foyers suite à des affrontements, se retrouvant parfois dans des conditions extrêmement précaires, sans accès régulier à l'eau potable, à la nourriture ou aux soins de santé. Des structures telles que l'hôpital de Zémio et des édifices religieux servent de refuges improvisés pour des milliers de personnes déplacées.

Les organisations humanitaires internationales, notamment le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ont décrit une situation « alarmante », marquée par de graves pénuries de biens essentiels et des difficultés logistiques d'acheminement de l'aide dans des zones isolées. Ces conditions rendent l'accès à l'assistance particulièrement difficile et accroissent la vulnérabilité des populations.

Tensions politiques et dissensions internes

Au-delà de la scène électorale, la société centrafricaine reste fracturée. Des mouvements d'opposition, y compris certains membres de la diaspora, appellent à des enquêtes internationales et remettent en question la légitimité du processus électoral, dénonçant ce qu'ils considèrent comme des irrégularités et une influence excessive du pouvoir en place. En octobre dernier, des militants de la diaspora avaient appelé à de nouvelles enquêtes par la Cour pénale internationale (CPI), suite à des accusations de fraude et de manque de transparence dans la gestion du scrutin.

Ces critiques reflètent une défiance persistante envers les institutions, qui risque de fragiliser davantage la cohésion nationale si des mesures de dialogue et de

réconciliation ne sont pas rapidement mises en place. Sécurité toujours fragile malgré les accords de paix Si certains groupes rebelles ont signé des accords de paix et accepté de désarmer, d'autres factions armées continuent d'opposer aux forces gouvernementales, notamment en zones rurales éloignées. L'évolution de la situation sécuritaire, bien que moins dramatique que lors des périodes les plus violentes du conflit post-2013, demeure imprévisible et constitue un obstacle majeur à la reconstruction du pays.

Parallèlement, les tensions autour de l'engagement des forces étrangères et des groupes paramilitaires – anciens alliés contre les rebelles – continuent d'alimenter les débats sur la souveraineté et l'avenir de la sécurité nationale, certains acteurs critiquant l'influence extérieure dans la gestion des affaires internes.

Enjeux internationaux et perspectives

Sur le plan international, la RCA est au centre de préoccupations régionales et globales. La stabilité du pays est essentielle non seulement pour ses citoyens, mais aussi pour les pays voisins, car les conflits et les flux de déplacés ont des répercussions transfrontalières. Plusieurs organisations régionales et internationales continuent de soutenir des initiatives de paix, tout en appelant à une gouvernance inclusive, à la protection des droits humains et au retour à un développement durable.

Dans ce contexte, l'année 2026 est déterminante pour la Centrafrique. La consolidation des institutions démocratiques, l'amélioration de la sécurité et la réponse humanitaire aux besoins urgents de la population sont autant de défis qui exigeront des efforts concertés de la part du gouvernement, de l'opposition, de la société civile et de la communauté internationale.

Par Éric Ebel

Entre tensions sociales, progrès culturels et défis économiques, une actualité riche en enjeux



Au Gabon, l'actualité de ce début d'année 2026 est marquée par une multitude d'événements qui révèlent les défis et les dynamiques d'un pays en pleine reconstruction institutionnelle et sociale après la transition politique de 2023-2024. Entre revendications sociales, avancées culturelles, problématiques sécuritaires et initiatives de réformes publiques, Libreville et les provinces témoignent d'une actualité vive et contrastée.

Éducation nationale : reprise des cours malgré la grève persistante

Une des principales préoccupations sociales au Gabon reste la situation dans le secteur éducatif. Après plusieurs semaines de grève menée par le mouvement SOS Éducation, qui avait mobilisé les enseignants pour réclamer la régularisation administrative de leurs statuts et d'autres améliorations catégorielles, un tournant s'est opéré. Selon un communiqué officiel, les autorités ont annoncé la reprise des cours à partir du 19 janvier 2026, après des avancées dans le dialogue social et des échanges approfondis avec les partenaires sociaux ; le gouvernement appelle également les parents à accompagner la reprise effective des activités scolaires.

Cette annonce intervient dans un contexte où le mouvement de grève avait été reconduit de façon indéfinie par une large frange des enseignants, accroissant la pression sur l'exécutif. Les revendications portaient notamment sur la titularisation, l'avancement de carrière et la reconnaissance de situations administratives jugées bloquées depuis plusieurs années.

Football national : suspension puis levée des sanctions après l'échec à la CAN

Sur le plan sportif, le Gabon a connu ces dernières semaines une actualité agitée. Suit à l'élimination précoce des Panthères lors de la dernière Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2025 au Maroc), où l'équipe nationale n'a pas réussi à se qualifier au terme de ses matchs de groupe, le gouvernement avait décidé de suspendre l'équipe nationale et de limoger des joueurs clés, dont le capitaine Pierre-Emerick Aubameyang, ainsi que le staff technique. Cependant, cette mesure drastique a été rapidement révisée : quelques jours plus tard, les sanctions ont été levées, permettant à Aubameyang et à d'autres joueurs

exclus de réintégrer la sélection, une décision prise pour préparer les échéances européennes et les prochaines compétitions internationales.

Sécurité maritime : enlèvement de marins dans les eaux gabonaises

Sur le plan sécuritaire, l'un des faits les plus préoccupants est survenu récemment au large des côtes gabonaises. Des pirates armés ont attaqué un navire de pêche, le IB Fish 7, à environ sept milles nautiques de l'île d'Equata, en pleine nuit, et ont enlevé neuf membres d'équipage, parmi lesquels des citoyens chinois et indonésiens. Cette attaque met en lumière les défis persistants liés à la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, où les actes de piraterie continuent d'être une menace pour les navires de pêche et les transports commerciaux. Si des efforts de coopération régionale ont été engagés ces dernières années pour renforcer la surveillance des eaux territoriales, de tels incidents rappellent l'urgence de poursuivre et d'intensifier ces initiatives.

Dialogue social et cohésion nationale

Parallèlement aux tensions sociales, certains acteurs politiques et civils lancent des messages appelant à la responsabilité collective et au maintien de la cohésion nationale. Dans un contexte post-transition, où le pays cherche à consolider ses institutions et à apaiser les tensions internes, ces appels visent à dissuader les mouvements de rue ou les manifestations pouvant fragiliser davantage le tissu social. Ces prises de position reflètent l'inquiétude d'une partie de la société face à des pressions sociales accumulées, notamment dans les secteurs publics en mutation, ainsi que l'importance de préserver le « vivre-ensemble » dans un climat de reconstruction démocratique.

Patrimoine culturel : une reconnaissance internationale historique

Dans le domaine culturel, le Gabon vient de vivre une occasion de fierté nationale et internationale : l'inscription du Mvet Oyeng sur la Liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO. Le mvet est un instrument musical traditionnel, central dans la culture orale des peuples d'Afrique centrale, et l'inscription de cet élément gabonais consacre des années

de travail conjoint entre le ministère de la Culture, les communautés locales et des institutions universitaires. Cette reconnaissance internationale est un jalon majeur pour la sauvegarde des traditions culturelles et renforce la visibilité du Gabon sur la scène culturelle mondiale.

Défis économiques persistants

Sur le plan économique, le Gabon continue de faire face à des défis notables, notamment liés à la gestion de la dette publique. Selon les données les plus récentes, la dette nationale a connu une hausse significative, atteignant plus de 8 600 milliards de francs CFA, avec une part importante de dettes internes accumulées sur les marchés régionaux, ainsi que des retards de paiements qui soulèvent des inquiétudes sur la soutenabilité financière du pays.

Pour faire face à ces contraintes budgétaires, les autorités ont annoncé l'introduction d'une nouvelle taxe mensuelle sur le logement, destinée à financer des infrastructures publiques telles que l'éclairage urbain, l'entretien des routes et la propreté des villes. Cette mesure vise également à élargir la base fiscale du pays dans un contexte de diversification économique qui reste une priorité pour les décideurs.

Réformes numériques et transformation administrative

Sur une note plus positive, le gouvernement gabonais a intensifié ses efforts pour moderniser l'administration publique par la transformation digitale. Une série de réformes a été initiée, notamment avec le lancement d'un système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP) et des projets visant à promouvoir les paiements électroniques pour les services publics.

Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie plus large de digitalisation qui vise à améliorer l'efficacité de l'État, renforcer la transparence et stimuler l'innovation dans les services publics, tout en s'adaptant aux exigences d'une économie moderne.

Perspectives et enjeux

L'actualité gabonaise de ce début d'année 2026 reflète les contrastes d'un pays à la croisée des chemins : des revendications sociales fortes, une sécurité encore fragile sur certains fronts, des défis économiques structurels, mais aussi des avancées culturelles et des réformes administratives ambitieuses.

Alors que le Gabon continue sa trajectoire de consolidation politique post-transition, la capacité des autorités à répondre aux attentes sociales, à renforcer l'économie tout en assurant la cohésion et la sécurité nationales sera déterminante pour la stabilité à moyen terme.





Réveillez votre énergie
avec **Frutana**,
100% naturel

jus de fruits 100% naturels

